

Centre Maurice Halbwachs
Appel à communication
« PENSER LES CHOIX SCOLAIRES »

Journée d'étude

14 avril 2010

46 rue d'Ulm 75005 PARIS, salle de Conférence

Journée organisée par Marianne Blanchard (CMH), Joanie Cayouette (CMH-CREST) et Séverine Chauvel (CMH)

Comité de sélection : Stéphane Beaud (ENS), Yaël Brinbaum (CMH, IREDU), Bertrand Geay (CURAPP, Université de Picardie), Bernard Convert (Clersé, Université de Lille 1), Agnès Van Zanten (Sciences Po Paris) (à confirmer).

Qu'il s'agisse de savoir dans quel établissement scolariser son enfant, de déterminer, à la fin du collège, la filière et la section du lycée à la fin du collège ou encore de décider d'une orientation après le baccalauréat, les élèves et leurs familles sont confrontés tout au long du parcours scolaire à une série de choix.

D'un point de vue objectif, on peut argumenter, chiffres à l'appui, que ces choix apparaissent cruciaux dans la mesure où ils peuvent déterminer non seulement le type de diplôme obtenu mais également l'insertion de leurs détenteurs sur le marché du travail (Maurin, 2009). En ce sens, il s'agit de considérer que ces choix agissent sur la distribution des positions sociales. Mais il convient de considérer à la fois un second point de vue, celui des familles et de l'institution scolaire. Conscient des risques de déclassement, de la dégradation des conditions de travail des plus modestes et du chômage des jeunes, les familles populaires adhèrent à leur tour aux enjeux éducatifs, provoquant par là une accélération du mouvement déjà identifié par Pierre Bourdieu en 1979, à savoir une accélération de la concurrence entre groupes sociaux au sein de l'école et par conséquent, une translation des inégalités sociales. Plus que jamais, les familles de tous les milieux sociaux se questionnent sur les choix scolaires et adoptent ce que d'aucuns appellent des stratégies scolaires, et ce, de plus en plus tôt dans les parcours scolaires.

Mais comment la sociologie peut-elle rendre compte de ces stratégies ? Comment analyser les choix des élèves et de leurs familles en ne négligeant pas les configurations dans lesquelles ils sont pris ? Comment considérer à la fois les discours et les pratiques des classes supérieures, moyennes et populaires ?

Comme le souligne Agnès Van Zanten (2009), si en tant que choix ceux-ci relèvent de la sociologie générale, ils présentent néanmoins certaines spécificités. En effet, d'une part, dans la mesure où ils concernent des enfants et jeunes adultes, leur enjeu touche à celui de la société toute entière, puisqu'ils ont à voir avec la reproduction et le maintien de « l'ordre économique, sociale et culturel » (p.4). D'autre part, ce sont des choix dont les effets sont à long terme. Enfin, ils sont fortement cadrés par la puissance publique, en particulier en ce qui concerne les choix d'établissements.

Néanmoins, s'interroger sur les choix scolaires soulève des problèmes théoriques plus généraux qui traversent l'ensemble de la discipline. De fait, ils renvoient à une question classique de sociologie générale, à savoir celle de la représentation que donne la discipline de l'individu et de son autonomie face aux structures sociales. Les choix apparaissent influencés par toute une série de données objectives – milieu social, lieu de vie, ressources, réseaux ... Quelle place alors accorder à la liberté individuelle, et aux raisons, valeurs et croyances que les acteurs avancent dans leurs discours pour justifier leurs choix ? Ainsi, il nous semble plus que jamais nécessaire d'appliquer aux choix scolaires ce que P. Bourdieu énonçait à propos des choix en général : « Les « choix » pratiques du sens de l'orientation sociale ne supposent pas plus la représentation des possibles que les « choix » entre des phonèmes, choix en acte qui ne supposent pas des actes de choix » (Bourdieu, 1979, p. 553)

Dans *L'élitisme républicain* (2009), Christian Baudelot et Roger Establet écrivent : « *depuis les chocs pétroliers des années 1970, tous les parents sont devenus sans le savoir des adeptes de la théorie du capital humain (...) Sans refuser que l'école forme à la culture ou au civisme, les parents entendent d'abord qu'elle prépare convenablement au monde du travail. On est ainsi entré dans une culture anxieuse du résultat. Dans cette perspective, toutes les familles raisonneraient et chercheraient à rentabiliser leur investissement scolaire, à accumuler le plus de capital (humain).* » Il semble qu'il serait pourtant intéressant de ne pas considérer les familles comme un ensemble homogène – on ne saurait les réduire à des « consommateurs d'écoles » (Ballion, 1982).

En effet, en introduisant dans le questionnement outre l'appartenance sociale, le parcours migratoire et le genre de l'élève nous appelons à déconstruire la catégorie de choix de la part de ceux qui auraient un comportement de « consommateurs d'écoles » – tout en considérant l'ampleur de la conversion des familles populaires aux enjeux scolaires et ses conséquences (ou non) en termes de choix d'orientation. En d'autres termes, cette journée d'étude pourra être l'occasion

de questionner la pertinence des catégories « choisissants » / « non choisissants » (Héran, 1996) dans l'analyse approfondie des choix scolaires.

Depuis une trentaine d'années les analyses en termes de marché scolaire, considérant les choix à l'aune d'une analyse en termes d'offre et de demande, se sont multipliées (Ballion 1982, Felouzis 2007). Néanmoins, comme le soulignait Jean-Michel Berthelot (1993) à propos de l'orientation scolaire, il ne s'agit pas simplement du processus par lequel s'opèrent les ajustements nécessaires entre une demande et une offre de formation, entre les souhaits exprimés et les possibilités offertes. L'image d'un « libre marché de la formation » serait un leurre, dans la mesure où les choix scolaires apparaissent déterminés, tant du point de vue objectif – conditions économiques, offre d'enseignement local – que subjectif – sens et valeur attribués aux études. En outre, il nous semble que, loin d'être le fruit de la seule décision d'un individu, les choix d'orientation relèvent à la fois d'une négociation familiale et d'un processus¹ d'ordre collectif, faisant intervenir tout à la fois parents, enfants et enseignants (Masson, 1999).

Enfin, il apparaît important de resituer l'ensemble de ces choix dans une sociologie des classes sociales. Jusqu'à présent le regard des sociologues s'est principalement tourné vers les classes moyennes et supérieures urbaines (Gombert et van Zanten, 2004 ; Oberti, 2007), laissant dans l'ombre les milieux ruraux et les classes populaires. Au-delà de la question des inégalités sociales de réussite scolaire, le milieu d'appartenance joue un rôle sur les choix scolaires, dans la mesure où il détermine les représentations et les aspirations (Chombart de Lawe 1971 ; Bourdieu et Passeron, 1964) des élèves et leurs familles. En d'autres termes, l'origine sociale influence à la fois le savoir, le vouloir et le pouvoir sur l'orientation scolaire (Ben Ayed, 2001)

Au cours de cette journée d'études, nous proposons d'articuler la réflexion sur les choix scolaires autour de trois axes :

1. Le choix de l'établissement

Dans un contexte de débats autour de la pertinence de la carte scolaire, qui aboutit notamment à son assouplissement en juin 2007, il convient de s'interroger sur les choix des familles en matière d'établissement scolaire, qu'il s'agisse de l'école

1 On entend ici processus au sens défini par B. Charlot, E. Bautier et J-Y Rochex (2001) comme « dynamique d'un ensemble de phénomènes qui interagissent dans le temps, de façon non aléatoire, mais sans causalité unilinéaire et dont l'interaction produit un (ou plusieurs) effets ».

primaire, du collège ou du lycée. Ceux-ci ne doivent surtout pas être isolés de l'ensemble des choix liés à l'éducation des enfants, notamment le choix résidentiel, le contrôle des fréquentations ou encore la gestion des activités extra-scolaires.

Comment s'effectue la prise de décision ? Quel rôle jouent non seulement les parents, mais aussi les enfants, les professeurs, l'entourage...?

Si la question se pose en termes de choix à l'intérieur de l'offre publique d'éducation, il faut aussi s'interroger sur les familles qui choisissent le secteur privé, de manière permanente ou ponctuelle. Comment les différentes classes sociales ont-elles recours au secteur privé ? Les raisons mises en avant pour justifier ce choix sont-elles les mêmes ?

2. Le choix de la filière

De nombreux travaux ont mis en évidence la façon dont parallèlement aux deux vagues de démocratisation scolaire des années 1960 et 1980, les inégalités se sont recomposées. Dès 1979, Françoise Ouevrard mettait en avant le fait qu'alors même que les politiques visaient à ouvrir le lycée, la hiérarchisation des filières se creusait fortement, permettent « la mise en place corrélativement d'un système de filières multiples et hiérarchisées, des formes douces de relégation ». Cette dynamique a été de nouveau démontrée par Bernard Convert (2003) à partir de données récentes.

Différentes, les inégalités sont aussi amenées à intervenir plus tardivement dans le cursus, notamment au niveau de l'enseignement supérieur (Duru-Bellat et Kieffer, 2008) où on assiste à une séparation croissante entre les filières dites « sélectives », CPGE mais aussi IUT, voire dans certains cas BTS, et d'autres part les filières « ouvertes » du premier cycle universitaire.

Concernant l'orientation dans une filière (générale, technologique, professionnelle), il s'agit de s'interroger sur l'articulation entre inégalités de réussite scolaire, et choix d'orientation, mais aussi dans certains cas de questionner la notion même de choix. Peut-on parler de « choix » lorsque l'orientation en lycée professionnel est vécue comme une « chute » (Jellab, 2009) ? Et inversement, pour une grande partie des élèves scolarisés en filière générale et considérés comme bons, s'orienter dans la section scientifique s'impose souvent comme une évidence, la « voie royale » qui permettrait d'ouvrir toutes les portes. Face à l'échec récurrent des réformes pour modifier cet état de fait, on peut tenter de réfléchir aux mécanismes qui ont présidé à la mise en place d'une hiérarchie qui semble immuable entre les filières et les sections.

3. Le choix du diplôme

Les choix d'orientation dans le supérieur apparaissent particuliers dans la mesure où ils conditionnent directement l'obtention d'un diplôme et l'insertion sur le marché du travail. Comment se construisent les carrières d'étudiants, qui préfigurent les carrières professionnelles ? (Duru-Bellat et Mingat, 1988) Les parents sont-ils toujours présents dans ces choix ? Quels sont les autres acteurs qui interviennent ?

On peut notamment s'interroger sur le choix d'aller ou non à l'Université. Alors que le taux de poursuite des bacheliers dans l'enseignement supérieur (hors apprentissage) est de 77,2% en 2007, on constate un déclin des formations générales de l'Université au profit d'autres formations. Comment rendre compte de cette évolution ? Est-ce une volonté de suivre un cursus sélectif ? Ou plus professionnalisant ? En effet, de nombreuses politiques récentes en matière d'enseignement supérieur mettent l'accent sur la nécessité de la professionnalisation et on peut se demander si les étudiants reprennent à leur compte ce mot d'ordre.

Calendrier

Les projets de communication (3000 à 4000 signes avec une bibliographie indicative) doivent être parvenus au comité de lecture et de sélection avant le 25 janvier 2010. Ils doivent être adressés par courriel à l'adresse suivante : joanie.cayouette@ensae.fr. Un courriel de confirmation vous sera adressé.

Les réponses seront données autour du 15 février 2010. Le comité privilégiera les projets correspondants aux axes proposés.

Les communications rédigées (40 000 signes – bibliographie et notes de bas de page comprises - maximum) devront être envoyées avant le 10 avril 2010.

La journée d'étude aura lieu le 14 avril 2010.

Références citées

CHARLOT Bernard, BAUTIER Elisabeth et ROCHEX Jean-Yves (2001), *Ecole et Savoir dans les banlieues, et ailleurs...*, Bordas : Paris.

BALLION Robert (1982), *Les consommateurs d'école*, Stock : Paris.

BEAUD Stéphane (1994), « L'école et le quartier. Des parents ouvriers désorientés », *Critiques Sociales*, no 5-6, janvier.

BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel (1999), *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montébeliard*, Fayard : Paris.

BEN AYED Choukri (2001), « Savoir, vouloir, pouvoir : choix scolaires et désillusions des familles populaires », *Revue Questions Educatives*, n°20.

BERTHELOT Jean-Michel (1993), *École, orientation, société*, PUF : Paris.

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude (1964), *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Éditions de Minuit : Paris.

BOURDIEU Pierre (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit : Paris.

BAUDELLOT Christian et ESTABLET Roger (2009) *L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Seuil : Paris.

CHOMBART DE LAWE Paul-Henry (1971), *Pour une sociologie des aspirations*, Denoël : Paris.

CONVERT Bernard (2003), « Des hiérarchies maintenues. Espace des disciplines, morphologie de l'offre scolaire et choix d'orientation en France, 1987-2001 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 149.

DURU-BELLAT Marie et MINGAT Alain (1988). « Les disparités de carrières individuelles à l'université : Une dialectique de la sélection et de l'autosélection ». *L'année sociologique*, n° 38.

DURU-BELLAT Marie et KIEFFER Annie (2008), « Du baccalauréat à l'enseignement supérieur : déplacement et recomposition des inégalités », *Population*, vol. 63, n° 1, p. 123-158.

FELOUZIS Georges (2007), « Les 'marchés scolaires' : une analyse en termes d'économie de la qualité », *Revue française de sociologie*, vol.48.

OEUVRARD Françoise (1979), « Démocratisation ou élimination différée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 30.

GOMBERT Philippe et ZANTEN (Van) Agnès (2004), « Le modèle éducatif du pôle « privé » des classes moyennes : ancrages et traductions dans la banlieue parisienne » *Éducation et société*, no 14-2.

HANCHANE Saïd, et VERDIER Éric (2004), *Diversification des parcours de formation, normes sociales et aspirations familiales*, LEST : Aix-en-Provence.

HÉRAN François (1996), « École publique, école privée : qui peut choisir ? », *Économie et statistique*, Insee, no 293-3.

JELLAB Aziz (2009), *Sociologie du lycée professionnel*, Presses Universitaires Mirail : Toulouse.

MASSON Philippe (1999), *Les Couloirs d'un lycée ordinaire*, PUF : Paris.

MAURIN Éric (2009), *La peur du déclassement, une sociologie des récessions*, Seuil : Paris.

OBERTI Marco (2007), *L'école dans la ville. Ségrégation – mixité – carte scolaire*, Les presses Sciences Po : Paris.

ZANTEN (Van) Agnès (2009), *Choisir son école*, PUF : Paris.